



Mairie de ROCBARON  
Place du Souvenir Français  
83136

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

DEMENAGEMENT  
RUE Jean Moulin  
Le vendredi 1<sup>er</sup> mars 2024

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L. 2212-1, L. 2213-1 L. 2214-3 ;  
VU le Code de la route et de la voirie routière ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la demande formulée par la société MATRALOC SN DEMECO, en vue d'un déménagement rue Jean Moulin à ROCBARON le Vendredi 1<sup>er</sup> mars 2024 ;  
**CONSIDERANT** qu'il importe de faciliter l'accomplissement de ce déménagement ;

**Monsieur le Maire**

**ARRÊTE**

### ARTICLE I

Le véhicule de déménagement de la société Matraloc SN Demeco est autorisé à stationner rue Jean Moulin, à ROCBARON, le vendredi 1<sup>er</sup> mars 2024 de 9h00 à 19h00.

### ARTICLE II

La circulation sera interdite **rue Jean Moulin à ROCBARON, le vendredi 1<sup>er</sup> Mars 2024 de 9h00 à 19h00, le temps du déménagement.**

### ARTICLE III

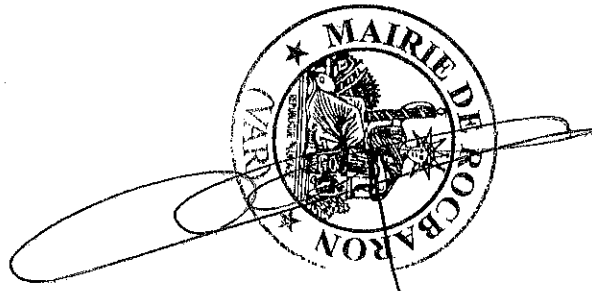
Le dépôt de matériaux est interdit sur la chaussée et sur le trottoir. A l'issue du déménagement, le demandeur, sera tenu de nettoyer la voie publique. Le bénéficiaire demeure pénalement et civilement responsable de tout accident occasionné par le fait des travaux et des dommages de toute nature qui pourraient résulter des installations.

### ARTICLE IV

Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de La Roquebrussanne, la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté et de l'affichage en mairie.

Fait à ROCBARON le 29 Janvier 2024

Monsieur Jean-Claude FELIX  
Maire de la commune de ROCBARON



*L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*